

Plate-forme Emplois Climat 13
Compte rendu de la réunion du 1^{er} mars 2017

Prochaine réunion : mardi 14 mars 18h au local d'Attac Marseille
Réunion publique de lancement de la campagne : jeudi 30 mars 18h30-21h à Canopé
Réunion du groupe événement mercredi 8 mars à 13h au local d'Attac-Marseille

Ajout dimanche : PAGE ÉVÉNEMENT FACEBOOK ANNONÇANT RÉUNION PUBLIQUE DU 30 MARS, À RELAYER LARGEMENT SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX (première version dans l'attente de précisions sur les intervenants) :

lien : [Un millions d'emplois pour le climat: lancement plateforme 13](#)

Consignes pour ceux et celles qui sont sur FaceBook : comment diffuser un événement ? il faut aller sur l'événement. aller dans l'onglet partager inviter vos amis, et inviter tous vos amis. c'est essentiel pour une bonne diffusion.

ensuite il faut partager dans votre fil d'actualité (perso et asso) une fois par semaine .

si possible penser à poster des choses sur l'événement une fois par semaine pour montrer qu'il est actif et faire du mouvement.

Twitter: [#emploisclimat](#)

COMPTE RENDU

23 personnes présentes

3 excusées

Associations ou syndicats représentés :

Action Vélo (Aubagne), Alternatiba* (Aix, Aubagne, La Ciotat, Marseille, Martigues), Amis de la Terre 13*, Attac* (Aix, Gardanne, Marseille), Aubagne en Transition, Collectif Climat Aix*, Ecopolenergie, Enercoop, Energie Partagée, Filière Paysanne, FSU 13*, Graine PACA (réseau d'éducation à l'environnement), Ligue des Droits de l'Homme (Marseille)*, Réseau Alternatives Forestières, Solidaires 13*.

(J'ai mis une astérisque* aux structures qui se sont désignées explicitement comme membres de la Plateforme13 – elles le sont aussi au niveau national. Pour les autres cela peut être simplement la mention qu'une personne adhère à telle ou telle structure mais sans avoir été mandatée explicitement pour la représenter. Cela devra être clarifié à la réunion du 14 mars : voir point III.)

Ordre du jour

I. Appropriation en commun du rapport national

II. Réunion publique – table ronde du 30 Mars

III. Organisation de la Plateforme 13

I. Appropriation en commun du rapport national

Diaporama avec commentaires fait par Anne-Marie. Clair et utilisable avec des publics déjà un peu au courant.

En pièce jointe : le diaporama sans les commentaires. Le texte des commentaires vous sera envoyé prochainement.

Pour télécharger le texte du rapport et lire un résumé :

<http://emplois-climat.fr/menu-campagne/le-rapport/>

à l'origine, des assocs et syndicats ayant participé à la Coalition Climat 21. Actuellement 20

signataires au niveau national.

Il s'agit de construire une campagne internationale. Elle existe déjà dans plusieurs pays : « One Million Climate Jobs ».

Rapport rédigé par 4 personnes :

Didier Aubé (Solidaires), Julien Rivoire (FSU), [pas noté] (Réseau Action Climat), Jeanne Planche (Attac).

Deuxième version en cours de rédaction, contributions possibles sur le site :

<http://emplois-climat.fr/category/article-invite/>

partie 1 du rapport

On peut s'appuyer sur l'accord de Paris, même s'il s'agit de déclarations d'intention sans pouvoir contraignant : « transition juste pour la population active », « emplois décents et de qualité » .

Lien urgence climatique – urgence sociale.

Anticiper la transition. Politique de sobriété.

Chômage et pauvreté génèrent une peur qui joue un rôle de frein à la transition écologique.

Il existe plusieurs études sur les emplois créés et détruits par la transition. Exemple : travaux de Ph. Quirion.

On peut s'appuyer sur la loi de transition énergétique : article 2 : protection sociale, formation à la transition. Art. 182 : programmation des emplois et compétences. Art. 180 : accompagnement des mutations notamment pour les salariés. En arrière-plan, le débat sur la sécurité sociale professionnelle.

Penser l'emploi au-delà de la croissance, viser les gains de qualité plutôt que les gains de productivité.

Voir l'encadré sur les « territoires zéro chômeurs de longue durée » (rapport P.15).

Renforcement mutuel entre transition écologique et sociale.

Débat sur la partie 1

Alain (FSU) : Repenser les services publics, pas seulement la production. Prendre en main la formation professionnelle.

Pierre : La transition nécessiterait de grands changements politiques.

Joël, Danièle (Attac) : Mais on peut agir par des expériences locales.

Sophie (Solidaires ; Alternatiba) : le Collectif pour une Transition Citoyenne propose un « pacte pour la transition » aux collectivités locales. J-Luc (Gardanne) : mais il faut d'abord savoir ce que les communes ont *déjà* fait.

Sophie : il faut parler concret pour que les syndicats s'approprient la démarche.

J-Luc : pour une contribution sur les centrales à biomasse.

Bernard (Alternatiba Martigues) : la technologie power to gas permet de compenser le caractère intermittent de la production d'électricité éolienne, or elle peut transférer des compétences existant dans la pétrochimie.

Partie 2 : créer un million d'emplois

De plus en plus d'études montrent le surcroît d'emplois que peut créer la transition. Il faut accélérer la transition, sans oublier les emplois d'accompagnement.

Les mesures CICE, pacte de responsabilité, etc. ont montré leur inefficacité.

7 mesures ou grandes orientations.

Voir un bon résumé sur le texte d'accueil <http://emplois-climat.fr/menu-campagne/le-rapport/> .

Commentaires :

1. 250 000 emplois labellisés « transition écologique ». Il s'agit de repenser les « emplois aidés »

dans le sens d'emplois pérennes (temps pleins, durée 3 ans) et orientés transition notamment à l'échelle locale.

2. 100 000 emplois publics. Pour la fonction publique territoriale voir les compétences exigées par la loi NOTRe, et les plans locaux d'aménagement (PCAET, SRADDET). Il y aura des fiches-outils sur le site de la Pl-forme nationale.

3. Soutien aux secteurs de production de la transition écologique, vers la création de 650 000 emplois. 3 exemples :

- rénovation énergétique des bâtiments,
- énergies renouvelables (relancer le soutien de l'État) (Voir récemment le scénario Rénovons : <http://energie2007.fr/actualites/fiche/5855>),

- marché du vélo (production, réparation, aménagements cyclables).

4. Pour les secteurs fragilisés, *anticiper* et *territorialiser* les reconversions pour éviter les injustices, la peur, les situations de gestion de crise. Et impliquer les salariés. Exemple : Bassin de l'étang de Berre, kit méthodologique sur la reconversion dans le cadre de la loi de transition énergétique.

5. Protection sociale, qualité des emplois.

6. Changements structurels dont réduction du temps de travail.

7. Conditionner les aides au secteur privé à la création d'emplois notamment dans la transition.

Page 27 : tableau récapitulatif par secteurs des pertes d'emplois et des gains d'emploi (développement de la production + accompagnement de la transition) ainsi que des coûts de création d'emplois.

Débat sur la partie 2

Jean-Luc : l'exemple des Agences Locales de l'Energie entraînant la fermeture des agences associatives : perte d'indépendance et suppression d'emplois.

JC : à développer sur le commerce.

Bernard : l'agriculture paysanne, c'est + d'emplois. Critique de la notion d' « emplois verdissants » pouvant servir au greenwashing d'emplois traditionnels polluants.

Joël : diversité des solutions locales, transformations des techniques de travail, relocalisation, tout cela nécessite un changement de la nature de l'emploi : combiner sécurisation de l'emploi et diversification-flexibilisation du travail (par rapport à la production industrielle taylorisée). D'où rôle important du « tiers secteur » et de sa prise en mains démocratique.

Alain : il faut des études plus précises sur les emplois de la transition. Et que les travailleurs prennent en main la définition de leur travail.

Antoine : il faut une adaptation locale de ce tableau. Voir les fédérations d'entreprises, l'Observatoire Régional des Métiers, et autres organismes. Voir rapport du Bureau d'Etudes Alpha.

Jean-Luc : rôle des syndicats, voir la charte d'Amiens : défendre les travailleurs mais aussi changer le travail.

Jean-Claude : le rapport devrait parler des réfugiés : au premier abord c'est des chômeurs en plus, ensuite ils apportent des compétences et des activités et peuvent participer au (re)développement économique des territoires.

Partie 3 : les ressources possibles de financement

(Voir tableau p. 34). Lutte contre fraude fiscale, suppression des niches fiscales pour énergies fossiles, élargissement de la Taxe sur les Transactions Financières, réorientation des investissements dommageables à l'environnement, fléchage « énergie-climat » de la création monétaire et sa démocratisation.

Prise en compte des coûts de la non-action : allègement des dépenses pour le chômage, allègement de la facture énergétique. Recettes de la taxe carbone.

Débat sur la partie 3

Eric (Amis de la Terre, Alternatiba) : il y a de multiples aides aux entreprises, il faut les réorienter pour la transition et les utiliser ; idem les baisses sectorielles de taux de la TVA.

André (LDH) : quelle intervention dans les campagnes électorales ?

II. Réunion publique – table ronde du 30 Mars

Salle CANOPÉ,

31 Boulevard d'Athènes (anciennement CRDP, en bas des escaliers de la gare St-Charles)

19h-21h

Accueil buvette et restauration à partir de 18 h 30

(Possibilité animations visuelles dans le hall ? À discuter)

Jauge : environ 200 personnes

Contact avec Canopé : Antoine, Louis.

Pas plus de 6 intervenants, puis débat avec la salle (idéal : 1heure – 1 heure)

La liste de intervenants est à compléter. Deux préoccupations :

- faire apparaître les syndicats, notamment industriels. Sophie se charge d'insister auprès de Solidaires 13.

- féminiser la tribune.

Intervenants nationaux présentant la campagne :

Julien Rivoire, FSU, l'un des auteurs du rapport, présence déjà confirmée

Maximes Combes, Attac, économiste et spécialiste du climat, présence à confirmer
autre ?

puis intervenants locaux représentatifs d'actions concrètes déjà engagées ou en projet sur différents thèmes de la transition climat et créatrices d'emplois :

- énergie : si possible quelqu'un du CLER (Comité de Liaison des Énergies Renouvelables, signataire de la plateforme au niveau national). Danièle attend leur réponse. Oratrice possible :

Claire, ancienne salariée d'Ecopolenergie.

- SCOP-TI (ex. Fralib). Lina les contacte.

- Agriculture : soit Filière Paysanne (Jean-Christophe) sur l'avancée du Plan Alimentation Territoriale (intervention de préférence depuis la salle), soit l'ADEAR (Assoc. Développement de l'Emploi Agricole et Rural).

- une collectivité locale : Gignac-La-Nerthe ? (contact : JC), Meyrargues ? Coudoux ?

- autres thèmes ? (bâtiment, transports, épicerie solidaire ...)

Il est important de contacter beaucoup de gens : s'ils ne peuvent pas venir le 30 mars, ce sera pour des événements ultérieurs.

Important : quelles suites proposons-nous pour après le 30 mars ? À réfléchir, à discuter à notre prochaine réunion le 14 mars.

Pour info : le CLER fait une journée de la transition énergétique vendredi 19 mai à la Friche de la Belle de Mai.

Préparation : renforcer le groupe événement : Anne 06 23 83 16 46.

Vérifier quelles structures donnent leur signature à l'appel à la réunion du 30 et donc s'engagent en

tant que structure dans la Plateforme 13.

Communication :

Dans l'immédiat créer une annonce événement FaceBook : Sophie [ajout dimanche : c'est fait!!] ,

un flyer : Anne-Marie, Joël

un texte de présentation

annonces sur les radios.

Ensuite ces documents seront actualisés quand on aura plus de précisions sur les intervenants.

Dossier de presse, contacts journalistes.

Visuels vivants, 2 idées d'installation (Pierre) :

- un comptoir d'embauche climat 2020 + panneaux « pôle emploi ça ne suffit pas », « € : financement des créations d'emploi » ...

- une roue de la fortune « choisissez votre avenir » affichant des emplois de qualité et utiles pour le climat, et des emplois toxiques pour les travailleurs et destructifs du climat.

À fabriquer, si possible pour avant le 30 mars, sinon pour des événements de rue ultérieurs.

Renforcer le groupe communication : Joël 06 11 81 60 78, Pierre, Virginie.

III. Organisation de la Plateforme 13

Prévoir équipe d'animation.

Faire démarches auprès d'autres acteurs pour l'élargissement de la plateforme 13.

Régionaliser le rapport.

Listes mail. Pour l'instant nous avons deux listes :

info13@emplois-climat.fr : liste d'info large, peu de mails, pas de réponse possible de la part des destinataires.

anim13@emplois-climat.fr : liste de débat et de travail. Chaque association, syndicat ou autre entité adhérant à la Plateforme13 doit avoir une personne mandatée pour la représenter sur cette liste.

(Nous n'avons pas désigné les modérateurs de ces listes. À voir.)

Discussion : vaut-il mieux que les infos et débats soient sur un site collaboratif ou juste envoyés par mail ? Conclusion : pour l'instant on met en place les 2 listes puisque tout le monde est habitué à ce fonctionnement ; dès que possible on mettra en place en plus un site collaboratif et on fera un « tuilage » pendant un certain temps : les personnes qui le souhaitent resteront sur les listes mais pourront aller retrouver des contenus grâce à des liens vers le site, donc prendront le temps de s'habituer au fonctionnement en site collaboratif.

À bientôt !
Joël